



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1505

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Pasteur du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Pasteur du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,


René MICHEL

Transmis-le :
Notifié le : 11 4 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1504

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue du Général Colaud du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue du Général Colaud du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.



Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL

Transmis-le :
Notifié le : 14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1503

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la place Gallice Bey du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la place Gallice Bey du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le :

Notifié le : 4 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1502

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du chemin Fanton du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du chemin Fanton du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le : 17 4 NOV 2023
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1501

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de la République du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Les travaux sont autorisés entre 9h00 et 11h00 et entre 14h00 et 16h00 afin de ne pas perturber le trafic à la sortie des établissements scolaires.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de la République du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.



Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL

Transmis-le :

Notifié le : 14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1500

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue du Pont d'Asfeld du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue du Pont d'ASfeld du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René Michel

René MICHEL

Transmis-le : 14 NOV. 2023
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1499

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la route de Grenoble du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la route de Grenoble du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le :

Notifié le : **14 NOV. 2023**



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1498

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Oronce Fine du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Oronce fine du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

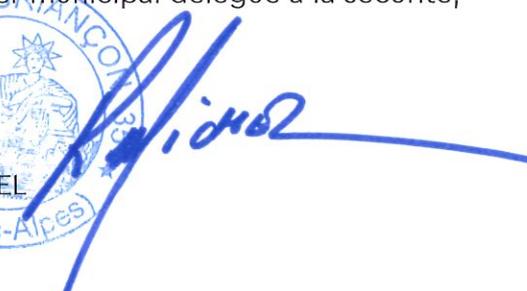
- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,


René MICHEL

Transmis-le :
Notifié le :

14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1497

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue de Castres du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue de Castres du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



Transmis-le :
Notifié le : 14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1496

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la Grande Rue du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la Grande Rue du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le :

Notifié le : 14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE
N°2023.11.07/1495

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du chemin des Salettes du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du chemin des Salettes du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le : 14 NOV. 2023
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1494

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue de Roche du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue de Roche du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le : 14 NOV. 2023
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1493

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue du Commandant Carlhian du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue du Commandant Carlhian du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le : **14 NOV. 2023**
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1492

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue Adrien Daurelle du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue Adrien Daurelle du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL

The image shows a blue ink signature of René MICHEL over a circular official seal. The seal contains the text 'MAIRIE DE BRIANÇON' at the top and 'Hautes-Alpes' at the bottom, with a central emblem depicting a seated figure holding a staff and a sunburst.

Transmis-le :
Notifié le :

14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1491

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Mercerie du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Mercerie du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le :

14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1490

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Chautard du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Chautard du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le :
Notifié le : 14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1489

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du chemin Vieux du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du chemin Vieux du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL

The image shows a blue ink signature of René MICHEL written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE BRIANÇON' at the top and 'Hautes-Alpes' at the bottom, with a central emblem featuring a figure holding a staff and a sun.

Transmis-le :

Notifié le : 14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1488

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue du Professeur Forgues du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue du Professeur Forgues du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation règlementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le : 14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1487

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la Rue du Temple du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la Rue du Temple du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL

The image shows a circular official stamp of the Municipality of Briançon, Hautes-Alpes. The stamp contains the text 'MAIRIE DE BRIANÇON' at the top and '(Hautes-Alpes)' at the bottom. In the center, there is a coat of arms. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink that reads 'R. Michel'.

Transmis-le :
Notifié le :

14 NOV. 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1486

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du Champ de Mars du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du Champ de Mars du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,


René MICHEL

Transmis-le :
Notifié le : 19 4 NOV 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.11.07/1485

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue Baldenberger du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 30 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue Baldenberger du 02 au 24 novembre 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : Le stationnement est autorisé sur une surface de 30 m² pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 06 novembre 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,



René MICHEL

Transmis-le :

Notifié le : 14 NOV. 2023